

NEWSLETTER SAHEL



Bienvenue dans la newsletter de DCAF dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Sensibilisation de la société civile à la prolifération des ALPC

Le bureau de DCAF au Burkina Faso a choisi de célébrer autrement les 25 ans d'existence de DCAF à travers une activité à fort impact. En collaboration avec le Secrétariat permanent du Comité national de lutte contre la drogue (SP/CNLD), une session de sensibilisation sur le trafic illicite et la consommation des stupéfiants a été tenue le 20 mai 2025 au Lycée Bangré Yiguia à Ouagadougou. Elle visait à anticiper le fléau de la drogue en sensibilisant particulièrement la jeunesse, directement exposée aux dangers de la consommation, ainsi que les parents et les enseignants, sur les liens entre trafic de stupéfiants, financement du terrorisme, extrémisme violent, criminalité et grand banditisme. Près de 3 000 personnes ont été touchées par cette sensibilisation, dont 2 807 élèves (1 466 filles et 1 341 garçons) ainsi qu'environ 200 parents et enseignants. Cette action, largement médiatisée, a permis de renforcer la visibilité de DCAF à l'occasion de ses 25 ans d'existence.



Dissémination des modules sur l'intégrité de la Police Nationale

Après la remise officielle du manuel en mars et le pilotage en avril, DCAF accompagne la Direction de la formation continue de Police (DFC), dans la dissémination des modules sur l'intégrité. Du 11 au 13 juin, la DFC a donné la première formation à 30 agents de police dont sept étaient des femmes. Les modules traitent des différents aspects de l'intégrité au sein de la police, tels que les normes, la corruption, les procédures pénales et administratives et les missions de police judiciaire. Au cours de la formation, les agents de police suivent des présentations pour acquérir les bases théoriques. Ils les mettent ensuite en pratique à travers des exercices de simulation qui sont ensuite commentés en groupe afin que tout le monde en tire les leçons. Les apprentissages de la formation permettront aux agents d'être plus efficaces et responsables dans l'exercice de leur fonction. De plus, les participants ont réitéré leur engagement dans la lutte contre la corruption en conclusion de la formation.



Partage d'expérience entre les CNDH du Burkina Faso, Mali et Niger

En vue de la préparation de sa demande d'accréditation au Statut A, DCAF a facilité, du 21 au 28 juin, un appui de la CNDH du Mali à la CNDH du Burkina Faso. La CNDH burkinabè avait perdu son statut A en 2005 et est

restée sans statut depuis 2012, faute de demande de réexamen. En 2023, une évaluation institutionnelle conduite avec l'appui du PNUD avait identifié 138 recommandations visant à renforcer sa conformité. La mission, soutenue par le DCAF, s'est déroulée à Koudougou dans le cadre d'un atelier de renforcement des capacités, incluant des échanges d'expériences avec la CNDH du Mali et celle du Niger. Les sessions ont permis de clarifier les exigences des Principes de Paris, de mieux comprendre le processus d'accréditation, d'analyser les recommandations et de travailler sur la déclaration de conformité. Cette collaboration a renforcé les capacités de la CNDH du Burkina Faso, accru sa confiance quant à l'obtention du Statut A et favorisé le partage de bonnes pratiques ainsi que la coopération entre les CNDH de l'espace AES, confrontées à des défis communs.

MALI



Formation de policiers sur le harcèlement, l'exploitation sexuelle et les VBG

Après avoir soutenu l'élaboration d'un guide pratique pour la prévention et la gestion des discriminations, des préjugés, du harcèlement et des violences sexistes au sein de la Police Nationale du Mali, DCAF, en collaboration avec la Direction Générale de la Police Nationale, soutient la dissémination du guide qui renforce les capacités des agents sur ces thématiques. Concrètement, l'objectif est de s'assurer que les agents de la Police Nationale connaissent les mécanismes de prévention, d'identification, de traitement et de suivi des cas de violences basées sur le genre (VBG), de harcèlement et d'abus liés au genre. Il est attendu des agents qu'ils intègrent ces normes dans leurs comportements professionnels au quotidien. La session de formation de quatre jours, organisée du 23 au 26 juin, a réuni 82 officiers et sous-officiers de la Police Nationale dont 31 femmes. Les agents sont affectés dans différentes régions du pays ainsi qu'à Bamako. La session a permis aux participants d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques, de différencier les différents concepts des VBG, de déconstruire certains préjugés socioculturels et d'identifier les mécanismes appropriés pour la prévention et une gestion efficace des cas de VBG et des cas de harcèlement et d'exploitation.

NIGER



Formation au reportage éthique et déontologique sur le secteur de la sécurité

DCAF a organisé deux sessions de formation pour des acteurs des médias venant de la capitale et de différentes régions. Du 16 au 20 juin, 16 journalistes de la presse privée, audio-visuelle et écrite de Niamey ainsi que l'Ecole Supérieure de Communication (ESCOM) ont participé à la première session. Ensuite, 17 animateurs, dont sept animatrices, de radios communautaires venus de sept régions ont pris part à la deuxième session du 23 au 27 juin. La formation a permis de renforcer leurs compétences dans le reportage d'intérêt public, en particulier dans le secteur de la sécurité. Durant les sessions, les sessions ont porté sur les techniques de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations sécuritaires, tout en mettant l'accent sur le respect de l'éthique journalistique et la protection des sources. En outillant les médias et les radios communautaires, souvent premiers relais d'information auprès des populations locales, cette formation a contribué à améliorer la qualité et l'efficacité des reportages sur les questions de sécurité. De plus, les participants ont été sensibilisés aux enjeux liés à la couverture des zones de conflit et à la sécurité des journalistes eux-mêmes. Suite à la formation, les journalistes ont recommandé à leur corporation, plus de cohésion et de solidarité envers les acteurs des médias arrêtés dans l'exercice de leur métier. Ils ont également proposé des pistes de plaidoyer pour la mise en place d'un Observatoire National de la Communication (ONC).



Validation de l'analyse des OSC sur les entreprises de sécurité privée au Niger

Le 30 juin, DCAF a organisé un atelier de validation de l'analyse réalisée par un groupe d'organisations de la société civile (OSC) sur les entreprises de sécurité privées au Niger. La session a réuni 17 participants, dont une femme, représentant les principaux acteurs du secteur afin qu'ils valident la contribution des OSC pour une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité privée dans le pays. L'analyse présentée met l'accent sur la promotion des droits humains et l'intégration de la dimension genre dans les pratiques des entreprises de sécurité privées, un enjeu crucial pour garantir un secteur plus responsable et inclusif. L'atelier a également permis de partager les bonnes pratiques internationales, notamment celles issues du Document de Montreux, référence mondiale en matière de gouvernance et de responsabilité des entreprises de sécurité privées. Cette validation marque une étape importante pour les OSC qui cherchent à accompagner les efforts de l'état pour renforcer la transparence, la redevabilité et le respect des droits fondamentaux dans un secteur en pleine expansion au Niger. Les acteurs présents ont salué l'importance de cette collaboration entre société civile, promoteurs et observateurs, autorités et partenaires internationaux pour une gouvernance sécuritaire améliorée.

Elaboration d'un plaidoyer pour une meilleure participation des jeunes et des femmes dans la gouvernance

Le 30 juin, cinq organisations de la société civile — Action pour l'Entreprenariat et le Développement (APED) Niger, SOS Femmes Enfants Victimes de Violence Familiale (FEVVF), ONG Jeunesse Africaines et Actions de Développement (JAAD), Coordination Nationale des ONG et Associations Féminines Nigériennes (CONGAFEN) et le Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Education Citoyenne (MOJEDEC) — se sont réunies avec le soutien de DCAF, pour faire l'état des lieux de la participation des femmes et des jeunes dans le processus de refondation du Niger, couvrant la période de fin 2024 à juin 2025. Cette rencontre a permis aux acteurs de faire un bilan des avancées réalisées et d'échanger sur les stratégies pour renforcer le plaidoyer en faveur d'une participation institutionnelle accrue des femmes et des jeunes. L'objectif de long terme est de consolider leur rôle dans la gouvernance du pays. Au total, 11 participants, dont sept femmes, ont pris part aux discussions, partageant idées et propositions pour élaborer des argumentaires percutants et définir les prochaines étapes de cette action importante. Cette session illustre l'engagement des OSC nigériennes à promouvoir une gouvernance inclusive, où la voix des femmes et des jeunes est reconnue comme un levier essentiel pour la stabilité et le développement du Niger.

Découvrez notre rapport annuel 2024

Annual report 2024

Available now



Découvrez les temps forts de notre année 2024 en faveur d'une gouvernance transparente, responsable et inclusive du secteur de la sécurité à travers le monde. Nous tenons à remercier tout particulièrement nos fondateurs, nos partenaires et nos généreux donateurs, dont le soutien et la confiance rendent notre travail possible.

Découvrez-le ici : <https://www.dcaf.ch/annual-report-2024>

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:





Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)